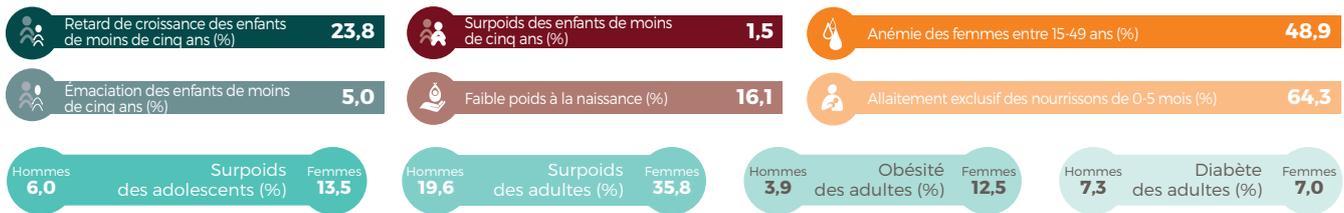




Date d'adhésion : mars 2014

Population : 8,28 millions

SCALINGUPNUTRITION.ORG/TOGO



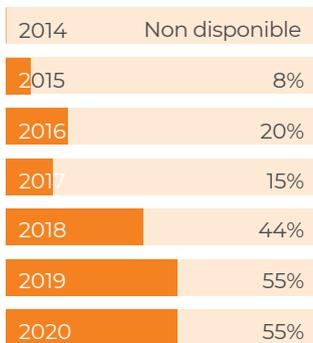
APERÇU COVID-19

Avec 2 200 cas dont 52 décès, le pays a été plutôt faiblement touché par la pandémie, considérant sa position de carrefour aérien régional. Le gouvernement a adopté plusieurs mesures qui ont entraîné des perturbations dans le système alimentaire, lesquelles ont été allégées entre juin et août. La nutrition a développé un plan spécifique dans le cadre de la réponse.

TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019–2020

TOTAL PONDÉRÉ 2020

60.5%

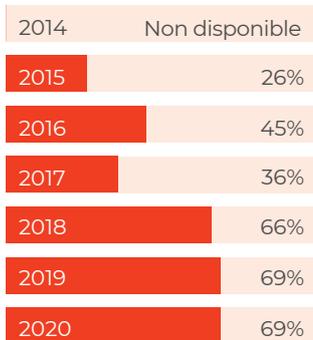


Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

En attendant que le projet de décret de création de la plateforme soit adopté, une équipe de travail, dont certains membres sont nommés officiellement par leurs structures, réunit les différents acteurs de la nutrition. De nouveaux membres ont rejoint cette dernière (ministère du Développement à la base et CRS). Trois réunions ont permis de définir le canevas de soumission de rapports au sujet de la mise en œuvre des activités par les différents acteurs, de pré-valider le rapport de l'étude Optima Nutrition et de sélectionner les interventions devant rentrer dans l'étude sur la cartographie des interventions de nutrition et des acteurs intervenant dans la nutrition.

PRIORITÉS 2020–2021

- Finaliser l'étude sur la cartographie des interventions et acteurs en nutrition
- Mener un plaidoyer pour la signature du décret mettant en place la plateforme



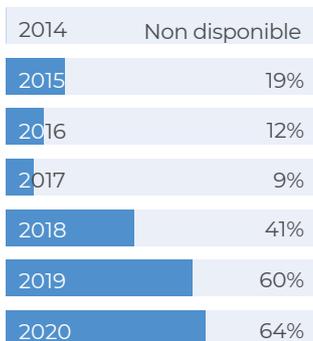
Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Élaboration et validation de la budgétisation du plan stratégique multi-sectoriel de nutrition. En juillet 2020, le projet de loi sur la politique de l'alimentation scolaire a été adopté. Un projet de décret relatif à la commercialisation des produits d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant a été élaboré. Un arrêté interministériel portant réglementation de l'importation, de la production, du transport, du stockage, de la commercialisation et de l'utilisation du contrôle de sel iodé a été pris, de même qu'un arrêté portant création, organisation, attributions et fonctionnement du Comité national pour la fortification des aliments.



Aligner les actions sur des résultats communs

Le cadre commun des résultats a été intégré dans le plan multisectoriel de nutrition validé en octobre 2018, budgétisé en octobre 2019. Des actions prioritaires définies dans le plan stratégique multisectoriel sont traduites en plan opérationnel et mis en œuvre dans chaque secteur. Un canevas a été élaboré à partir du cadre commun des résultats pour que chaque secteur puisse rendre compte de ses activités et résultats. Les rapports d'évaluation des plans sectoriels existent mais pas de façon intégrée. Ces rapports sont partagés entre les principaux secteurs et acteurs intervenant dans la nutrition.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les lignes budgétaires dédiées spécifiquement à la nutrition n'existent pas encore au niveau de chaque secteur ministériel. Les allocations externes, surtout celles des partenaires, sont inscrites dans leurs plans d'action sectoriels mais ne sont souvent pas allouées à temps. L'étude Optima Nutrition évaluera les coûts de certaines interventions de nutrition et les interventions de nutrition efficaces.